

La France face à ses défis ultramarins : le cas stratégique de la Nouvelle-Calédonie

Category: 2020-2030,Actualités,Asie Pacifique
4 décembre 2024



Pour le député loyaliste, la « faiblesse de la France » à l'égard des indépendantistes est la cause de l'impasse politique en Nouvelle-Calédonie. L'attitude « paternaliste » encourage les revendications et un discours au « biais victimaire ». Faute de vision et d'ambition, la France fragilise sa position sur l'archipel au bénéfice d'autres puissances, comme la Chine.

Commentaire AASSDN : Il est regrettable que les gouvernements successifs depuis des décennies n'aient pas défini et mis en œuvre une stratégie claire et de long terme dans laquelle les Outre-mer seraient considérés comme des composantes indispensables à une nouvelle puissance française.

Cette puissance reposerait notamment sur la position stratégique de ces DROM-COM, et sur leurs ressources naturelles, celles de leurs terres et de leur ZEE.

Rappelons que la superficie de la France n'est pas de 550 000km² comme on a coutume de le dire, mais de 670 000 km² de terre (et de plus de 11 000 000 km² de ZEE).

Revue Conflits :

Vous-même avez une histoire particulière. Vous êtes originaire de ce qu'on appelle la « Brousse » de Nouvelle-Calédonie, et parmi vos ancêtres figurent aussi bien des communards déportés que des membres de la haute société française et nouméenne. Vous avez aussi du sang belge, anglais et bosniaque dans vos veines, et vous parlez avec ce qu'on appelle parfois l'accent caldoche. À 17 000 km de Paris à vol d'oiseau, qu'est-ce que cela signifie pour vous d'être « Français » ? Est-ce différent d'un « Français de métropole » ?

Nicolas Metzdorf : Mon histoire n'est pas forcément unique, car beaucoup de Calédoniens d'origine européenne sont comme moi. Ils ont des ancêtres qui viennent d'horizons divers, liés à l'évangélisation, avant même la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie. Par exemple, un de mes ancêtres était pasteur et est arrivé en 1843, alors que la prise de l'île n'a eu lieu officiellement qu'en 1853. Dans la lignée des « Caldoches » (les Européens nés en Nouvelle-Calédonie), on trouve des évangélistes, des bagnards, des pionniers, des aventuriers, des baleiniers. Et du côté de ma mère, il y a un ancêtre plus récent : mon grand-père, qui a fui le régime de Tito en Yougoslavie parce qu'il était monarchiste. Il s'est exilé en Australie et a rencontré ma grand-mère calédonienne, qui y était en vacances. Mais, en Nouvelle-Calédonie, je ne suis pas du tout une originalité.

La différence pour nous, Français du Pacifique, c'est que nous devons nous battre pour rester Français. En métropole, les gens naissent Français, vivent Français et meurent Français, c'est presque une évidence. Mais nous, nous devons lutter pour que nos enfants, et même pour que nous-mêmes, restions Français. Cela nous donne un rapport à la France qui est peut-être plus fort. J'ose dire plus fort, car pour nous, la France, c'est un peu un idéal, un « graal » pour lequel nous nous battons. La France représente pour nous une grande puissance qui nous protège et qui porte des valeurs suprêmes. Quand on n'a pas à se battre pour être Français, on ne se rend pas compte de ce que cela signifie. C'est là notre différence avec les métropolitains.

Aujourd'hui, avec l'axe Indo-pacifique, la Nouvelle-Calédonie a une importance géostratégique importante. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Je suis fatigué d'entendre ça et de voir que rien ne se fait. On entend partout, surtout en métropole, que la Nouvelle-Calédonie a une position géostratégique clé. C'est devenu un discours en boucle, mais concrètement, que se passe-t-il ? Rien. Nous avons un quart des ressources mondiales de nickel, que nous vendons aux Chinois, et aucun minerai calédonien, donc français et européen, n'arrive en Europe, alors que le nickel est crucial pour les batteries de voitures électriques. Nous avons une zone économique exclusive de 1,3 million de kilomètres carrés, mais il y a seulement 16 bateaux de pêche calédoniens, et la France ne fait rien pour exploiter cette zone, ni pour la pêche ni pour les ressources sous-marines. Pire, le chef d'état-major des armées a même affirmé récemment en commission que la France n'était pas taillée pour protéger la Nouvelle-Calédonie en cas de conflit^[1]. On a voté trois fois pour rester Français, et on nous dit qu'on ne sera pas défendu. Sommes-nous des Français de troisième catégorie ? Alors, on nous parle sans cesse de cette importance géostratégique, mais il n'y a aucune action concrète.

Vous touchez un problème qui concerne l'ensemble des territoires outre-mer, la France ne sait pas quoi en faire.

Oui, je le pense. La relation est malsaine : la France veut garder ses Outre-mer, mais sans ambition pour eux. Elle voit ces territoires comme un coût, sans valeur ajoutée. En retour, les Ultramarins se sentent comme des mendiants, car ils n'ont pas les moyens de développer leurs territoires, faute d'une vision stratégique de l'État. Tant qu'il n'existe pas d'ambition française pour les territoires ultramarins, on restera dans cette relation de mendicité malsaine. On parle souvent de la France comme deuxième puissance maritime mondiale, mais sans stratégie, cela ne veut rien dire.

La France manque de cohérence. Nous avons eu sept ministres des Outre-mer en sept ans ! Cela prouve qu'il n'y a pas de stratégie à long terme. Quand on voit la France présente sur les trois grands océans, sur tous les fuseaux horaires du monde, avec des territoires dotés de ressources incroyables, il est frustrant de constater ce manque de vision. Par exemple, la Polynésie française est plus grande que l'Europe en superficie maritime, la Nouvelle-Calédonie est aussi vaste que la Belgique, avec un quart des ressources mondiales de nickel, la Guyane est grande comme le Portugal. La France a des bijoux qu'elle n'utilise pas. Et si la France ne prend pas conscience de la valeur de ses territoires, d'autres puissances viendront les exploiter.

La France se concentre beaucoup sur la construction européenne et sur son rôle continental. Pensez-vous qu'elle devrait privilégier son action avec les Outre-mer avant de se focaliser sur l'Europe ?

Le problème d'être présent sur tous les fuseaux horaires est qu'il faut être puissant économiquement et militairement. Je pense que la France aujourd'hui n'est plus assez puissante, donc elle doute et se referme sur elle-même. Il y a un fantasme de la grandeur passée, mais elle a perdu son ambition.

Pour en venir à la question identitaire, en Nouvelle-Calédonie, la population est souvent perçue en métropole comme divisée entre les Blancs loyalistes et les Kanak indépendantistes. Pourquoi est-ce plus complexe que cela ? Quelles sont les implications politiques ?

C'est plus compliqué, car la Nouvelle-Calédonie est très diverse. La communauté Kanak représente environ 45 voire 50 % de la population, mais il y a aussi 27 % d'Européens (recensement de 2019), 10 % de Polynésiens, 6 ou 7 % d'Asiatiques et des métis. Le clivage n'est donc pas simplement entre kanak et Blancs. Les indépendantistes représentent surtout les Kanak, car le projet indépendantiste est un projet identitaire, un projet « kanako-kanak ». Les autres communautés, voyant dans l'indépendance une perte de beaucoup de choses, se réfugient dans les valeurs universalistes de la France. Cependant, même parmi les Kanak, il y a des divergences. Certains indépendantistes sont radicaux et plutôt pro-chinois, ce sont eux à l'origine des problèmes, ce qui rend difficile le dialogue, tandis que d'autres sont modérés et ouverts à la discussion.

Vous parliez des ingérences étrangères. Les indépendantistes radicaux sont-ils manipulés ?

Les indépendantistes radicaux ne sont pas manipulés, ce serait une erreur de les sous-estimer. Ils sont parfaitement conscients de leurs actions et recherchent activement des soutiens extérieurs pour renforcer leur cause. Ce ne sont pas des acteurs passifs. Ils agissent avec une stratégie claire et une organisation bien structurée. Il ne faut pas les voir avec un regard paternaliste ou condescendant, car ce sont des personnes intelligentes et déterminées, prêtes à tout pour atteindre leur objectif : que la France quitte la Nouvelle-Calédonie.

On a pu le constater lors des récentes émeutes. Ce n'était pas une simple manifestation de colère spontanée ; tout était planifié avec une logistique précise et une hiérarchie établie. Ils ont même mis en place des tactiques pour contourner les contrôles de police, ce qui montre

leur niveau d'organisation. On n'est pas dans des émeutes de banlieue classiques, c'est un mouvement très structuré et orienté vers un but politique bien défini.

Les dernières émeutes de mai ont clairement montré que les 35 ans de concessions (si on inclut les accords de Matignon) n'ont abouti sur rien. Quelles sont les raisons de l'échec ?

Les raisons de l'échec, c'est avant tout la faiblesse de la France. Elle croit qu'en étant gentille avec tout le monde, elle obtiendra des résultats. Je ne dis pas qu'il faut être sévère pour le plaisir, mais il faut l'être avec ceux qui refusent la démocratie, ceux qui rejettent les valeurs humanistes et universelles. Et bien sûr, il faut être constructif avec ceux qui défendent ces valeurs.

On l'a bien vu : les gendarmes ont été pris pour cible avec des armes lourdes, plus de 350 fois, il y a eu plus de 100 gendarmes et policiers blessés, et deux gendarmes tués. Et là, on va négocier avec le parti politique qui a provoqué cette violence ? Oui, il faut discuter, regarder l'histoire de la Nouvelle-Calédonie sous tous ses aspects, mais il est essentiel de refuser de dialoguer avec ceux qui utilisent la violence pour faire avancer leur cause.

Je pense que c'est un problème d'ADN pour la France : elle a une approche repentante, qui finit par lui faire du mal. On perd le bon sens dans la gestion de ce dossier. En agissant ainsi, nous encourageons un certain biais victimaire. Il y a une forme de néocolonialisme dans cette approche française, où on pense à tort qu'il faut être paternaliste, où l'on dit : « *Oh, les pauvres...* » Alors qu'en réalité, ce sont des gens intelligents, instruits, souvent formés en métropole, qui sont tout à fait capables.

Ce n'est pas une question de leur donner des concessions pour les apaiser. Il faut traiter d'égal à égal. Quand on est ferme avec les indépendantistes, on impose une forme de respect.

Depuis 35 ans, les blessures du passé sont reconnues, des concessions sont faites. Pourquoi la haine continue ?

Je pense qu'il y a eu, en Nouvelle-Calédonie, un fait colonial. Je ne suis pas de ceux qui le nient. La colonisation a eu ses côtés positifs, mais aussi ses aspects négatifs. Après les événements de 1988, il y avait effectivement des justifications à la lutte kanak : ils n'avaient pas accès aux pouvoirs ni aux responsabilités économiques. C'était vrai, et c'est pour cela qu'il y a eu, pendant quarante ans, un rééquilibrage économique, politique et sociologique.

Mais aujourd'hui, une jeune génération kanak radicalisée a idéalisé le combat des années 1984-88, et fait de kanaky le rêve ultime. On assiste à une forme de fondamentalisme indépendantiste. Ce qui, au départ, était une lutte que l'on pouvait comprendre s'est transformé en une haine de l'autre et de la France. Ils refusent de reconnaître les efforts et le rééquilibrage qui ont pourtant été mis en place.

Malgré le fait que le gouvernement de Nouvelle-Calédonie soit dirigé par les indépendantistes, que deux provinces sur trois et 26 communes sur 33 soient aux mains des indépendantistes, qu'il existe un Sénat coutumier et que la fiscalité de Nouméa, majoritairement non-indépendantiste, finance des projets pour tout le territoire, cette jeune génération continue de voir la Nouvelle-Calédonie comme un système colonial oppressif pour les kanak. En fait, ils

préfèrent maintenir ce discours de victime, car cela les arrange politiquement.

Pour rentrer un peu plus en profondeur dans le sujet et questionner les paradoxes, les indépendantistes comme les autonomistes voudraient techniquement être différenciés de la France, mais réclament plus d'action de l'État. Certains reprochent une sorte « d'égoïsme » calédonien, où on rejette l'appartenance à la France tout en profitant de ses financements, de ses forces de sécurité, de sa puissance diplomatique, etc. ?

Il y a une ambiguïté chez les indépendantistes, mais pas chez les autonomistes. Les autonomistes demandent seulement à l'État de gérer ses fonctions régaliennes, comme la défense et la justice, tandis que la Nouvelle-Calédonie assume ses propres compétences, comme la santé et l'éducation. Nous restons français tout en étant autonomes, un peu comme des États américains.

Les indépendantistes, eux, veulent l'indépendance totale tout en réclamant des fonds de l'État, qu'ils justifient par le passé colonial.

Sur le droit de vote, n'êtes-vous pas vous-même un peu ambigu ? Vous ne voulez pas que le dernier venu de la métropole puisse voter, mais vous réclamez le droit de vote pour des gens qui sont arrivés après les Kanak... N'est-ce pas là un argument que vous donnez à vos adversaires ?

Je soutiens fondamentalement une ouverture du corps électoral à six mois. Mais à la suite des négociations, on s'est accordé sur trois ans maximum. Mais en tant que rapporteur du texte sur le dégel du corps électoral, je n'ai pas le choix de présenter la limite de dix ans, j'y suis obligé, même si je suis en désaccord. D'ailleurs je l'ai bien dit. C'est l'État qui a décidé ça, par faiblesse. Plutôt que de dire « *C'est six mois ou rien* », ils ont cherché un soi-disant juste milieu en fixant dix ans glissants. Mais finalement, ce compromis ne satisfait personne, surtout pas les indépendantistes radicaux, qui continuent d'exiger plus.

Quelles seraient les solutions de sortie de crise selon vous ?

La solution de sortie, c'est de respecter les trois référendums : la Nouvelle-Calédonie est française, et toute discussion de statut doit partir de ce principe. Je suis autonomiste, car à 17 000 km, il est logique de vouloir se gérer soi-même. Mais le passeport reste français, la nationalité aussi, et le statut de la Nouvelle-Calédonie fait partie de la Constitution. Tant que les Calédoniens restent Français, on peut tout discuter.

Cependant, si la France n'est pas assez forte pour imposer ce choix, nous ne nous laisserons pas oublier ni mépriser, comme les pieds-noirs. Nous avons appris de l'histoire.

Vous disiez dans une récente vidéo ([ITW NC](#)) qu'un accord avait presque été conclu, mais qu'il a échoué. Pourquoi ? Dans les négociations, quels sont les sujets sur lesquels aucun compromis n'est possible, et les points sur lesquels on peut se retrouver ?

Les négociations ont échoué à cause des indépendantistes radicaux. Ils refusent que les Français, même après un certain temps de résidence, puissent voter, et ils exigent un nouveau

référendum sur l'indépendance dans trois ans. Les modérés, eux, n'ont pas voulu signer sans l'accord des radicaux, ce qui a tout bloqué.

Les indépendantistes sont très habiles en négociation : ils ne bougent pas d'un pouce. Ils forment un bloc rigide, qui reste inflexible en attendant que la France fasse des concessions. Chaque fois que l'État cherche à les amadouer, ils tiennent leur ligne et récoltent davantage.

Ce bloc indépendantiste est parfaitement homogène dans sa vision. Leur identité kanak est liée à leur revendication d'indépendance ; pour eux, on ne peut être pleinement Kanak sans indépendance. Ils ne se définissent pas par des idéologies de droite ou de gauche, mais par leur appartenance ethnique.

Propos de **Nicolas METZDORF** (*)
recueillis par **Guy-Alexandre LE ROUX**
[Revue Conflits](#)

() Nicolas Metzdorf est né le 20 mai 1988 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Ingénieur agronome de formation, fondateur du parti Générations NC en 2019, il a été élu maire de La Foa en 2020, député de la 2^e circonscription de Nouvelle-Calédonie en 2022, puis de la 1^{re} en 2024. Loyaliste, il défend une vision pro-française qui s'incarne dans l'autonomie et s'oppose à l'indépendance de l'archipel.*

[1] Audition du CEMA, Assemblée nationale, 25 septembre 2024.

Source photo : [Google Maps](#)

[L'ESA signe avec Hemeria pour sa première mission de nanosatellite de météorologie spatiale](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Ouest,Renseignement
4 décembre 2024



Commentaire AASSDN : Un beau succès pour l'industrie spatiale française dans le domaine des nanosatellites.

Notons en outre que sur un plan opérationnel, la prévision des conditions météo est essentielle dans le recueil du renseignement et dans les décisions d'engagement des forces.

L'Agence spatiale européenne a signé avec Hemeria un contrat d'une valeur de 9,8 millions d'euros pour la conception, la construction et l'exploitation de Swing, la première mission de nanosatellite de météorologie spatiale de l'ESA.

Swing vise à démontrer la capacité des nanosatellites à recueillir des données de météorologie spatiale et à accompagner la dynamique de commercialisation dans l'ère du nouvel espace.

Le 20 novembre 2024, l'Agence spatiale européenne a signé avec [Hemeria](#) (France) un contrat pour développer la première mission de nanosatellite de météorologie spatiale de l'Agence : *Swing* (*Space Weather Ionosphere Nanosat Generation*). Le satellite observera l'ionosphère, une couche de l'atmosphère qui influe sur les services de communication et de navigation, et fournira des données pour des applications opérationnelles de météorologie spatiale.

« *A titre individuel, les nanosatellites offrent une opportunité innovante de mettre en œuvre des missions spatiales peu coûteuses et spécifiques. En tant que constellation, ils peuvent constituer un élément efficace du système européen de surveillance de la météorologie spatiale. Avec Swing, nous allons démontrer la pertinence des nanosatellites en tant qu'éléments d'un système de météorologie spatiale, et en tant que moyen d'amener l'industrie à participer à la surveillance de la météorologie spatiale* », explique Juha-Pekka Luntama, chef du [bureau de météorologie spatiale](#) du Programme de sécurité spatiale de l'ESA.

« Comprendre le comportement de l'ionosphère est essentiel afin de mettre en place des services de navigation et de communication fiables. Les particules chargées électriquement qu'elle contient peuvent avoir des conséquences critiques sur les services GNSS de haute précision en provoquant des erreurs de positionnement ou de synchronisation. Les données de Swing permettront de mieux comprendre les effets de la météorologie spatiale et de fournir des prévisions précises sur l'état de l'ionosphère », déclare Melanie Heil, coordinatrice du segment spatial au Bureau de météorologie spatiale de l'ESA et responsable du projet Swing.

« Les phénomènes météorologiques spatiaux constituent un risque majeur pour nos infrastructures sur Terre et dans l'espace », note Holger Krag, responsable du Programme de sécurité spatiale de l'ESA. *« Le développement d'une capacité de météo spatiale capable de fournir des informations exploitables aux opérateurs européens d'infrastructures critiques est l'un des principaux objectifs du programme. »*

« Hemeria est ravi d'accompagner la première mission de météorologie spatiale de l'Agence spatiale européenne. Je suis également heureux de constater que notre évolution vers les services de données soit ainsi saluée, en cohérence avec l'émergence rapide de notre division "Intelligence et Data", qui fournira donc les données spatiales à l'ESA », déclare Nicolas Multan, PDG d'Hemeria.

Swing, le satellite et ses instruments

Swing adoptera une orbite héliosynchrone (SSO), un type particulier d'orbite polaire qui permet au satellite de toujours visiter un même endroit à la même heure locale. À une altitude comprise entre 500 et 600 km, le nanosat effectuera des mesures in situ de l'ionosphère et suivra son évolution dans le temps.

Le satellite sera conçu par Hemeria sur la base de sa plate-forme de nanosatellites HP-IOT. La charge utile sera composée des quatre instruments suivants :

- DREAM - Moniteur de rayonnement - CNES, Steel Electronique (France);
- XFM-NS - Moniteur de rayons X - Isaware (Finlande) ;
- mNLP - Sonde de Langmuir - EIDEL (Norvège) ;
- Aquila - Instrument GNSS RO - Syntony (France).

Les données de la mission seront intégrées dans des modèles numériques de météorologie spatiale qui fourniront des prévisions météorologiques ionosphériques précises à la communauté des utilisateurs. Les données de la mission Swing seront également précieuses pour la recherche scientifique sur la haute atmosphère.

Le satellite sera construit par Hemeria en tant que maître d'œuvre, ce qui comprend l'acquisition des instruments, le développement, l'intégration, les essais, la campagne de lancement, la mise en service dans l'espace de la plate-forme du satellite ainsi que les opérations du satellite. Le satellite sera assemblé dans les installations d'Hemeria à Toulouse. Le centre d'opérations de la mission, qui fournira à l'ESA les données de météorologie spatiale traitées, est sous-traité à Planetek (Italie).

Le lancement de *Swing* est prévu pour 2026 et le début du service de données pour 2027.

ESA

20 novembre 2024

Légende de la photo : [Hemera est maître d'œuvre du satellite Swing de l'ESA](#)

CP. Missiles Mistral 3 : Les pays européens se regroupent pour sécuriser l'espace aérien

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest,Technologies,Union Européenne
4 décembre 2024



L'acquisition conjointe de missiles *Mistral 3* par la France et huit pays européens retenue par la Commission Européenne. Ce projet déposé par la France a été annoncé comme faisant partie des 5 projets retenus le 14 novembre 2024 par la Commission européenne. Il bénéficie à la Belgique, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Roumanie, l'Espagne, la Slovénie et le Danemark, et la France. Il s'inscrit dans le cadre du dispositif EDIRPA (*European Defence industry reinforcement through common procurement act*), destiné à renforcer la dynamique et la vitalité de l'industrie européenne de défense via des acquisitions communes. La Direction générale de l'armement (DGA) sera en charge de procéder à cette acquisition auprès de la société MBDA, pour un volume global de 1 500 Mistral 3.

Cette sélection confirme l'excellence du projet au profit du renforcement des systèmes de défense anti-aérienne et anti-missiles des États membres participants. Elle valide la volonté des pays européens partenaires de coopérer ensemble face aux défis grandissants de sécurité de l'espace aérien, au travers de l'agrégation de leurs demandes, ce qui contribue également, en donnant de la visibilité, à la compétitivité, robustesse et résilience de la base industrielle et technologique de défense européenne. L'arrangement de coopération cadre avait été signé le mercredi 19 juin 2024 en marge du salon Eurosatory.

Le missile *Mistral 3* Le *Mistral 3* est un missile de défense sol-air de très courte portée fonctionnant en mode « *tire et oublie* ». Sa vitesse et sa manœuvrabilité font de lui un armement très efficace sur tous types de cible : chasseurs, avions de transport, hélicoptères, drones, missiles de croisière, munitions rodeuses. D'une longueur inférieure à deux mètres avec un poids inférieur à 20 kg, il est facilement opérable.

Centre médias du ministère des Armées et des Anciens combattants - Paris, le 19 novembre 2024

Rappel du communiqué de MBDA du 19/06/2024

L'Europe franchit une nouvelle étape pour l'acquisition conjointe de Mistral 3

La France, la Belgique, Chypre, l'Estonie et la Hongrie ont signé le 19 juin un accord-cadre de coopération, permettant l'acquisition conjointe du système de défense antiaérienne sol-air *Mistral 3*.

Piloté par la Direction Générale de l'Armement (DGA), avec le soutien de MBDA, cet accord-cadre permet aux nations partenaires de bénéficier d'un processus d'acquisition optimisé, afin de répondre aux besoins des forces armées. Il peut également être étendu au-delà des cinq pays pionniers, plusieurs autres nations ont ainsi déjà fait part de leur intérêt pour rejoindre cette coopération.

Eric Béranger, CEO de MBDA, a déclaré : « *Cette signature est une étape importante pour la coopération de Défense au sein de l'Union européenne, au profit de la souveraineté de ses États membres. La mise en place de l'accord va nous permettre d'accroître l'efficacité de notre outil industriel et, ainsi, d'améliorer encore la résilience de la base industrielle et technologique de défense européenne.* »

Le *Mistral 3*, actuellement en service au sein des forces armées françaises, est un missile de défense antiaérienne équipé d'un autodirecteur à imagerie infrarouge et doté de capacités avancées de traitement d'image. Affichant un taux de succès supérieur à 96% et une fiabilité supérieure à tous les systèmes de défense sol-air à courte portée existants, il peut engager depuis de grandes distances des cibles à faible signature thermique telles que des drones, des missiles à turboréacteur et des navires d'attaque rapides.

Source : <https://newsroom.mbda-systems.com>

A propos de MBDA

MBDA est un groupe européen multinational unique, un leader mondial dans le domaine des systèmes d'armes complexes, jouant un rôle clé dans la protection des nations. Créé dans un esprit de coopération internationale, MBDA et ses plus de 15 000 collaborateurs travaillent ensemble dans l'objectif de soutenir la souveraineté nationale de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, ainsi que des pays alliés dans le monde entier.

En tant qu'accélérateur d'innovation, MBDA est le seul groupe européen capable de concevoir et de fabriquer des armes complexes pour répondre à toutes les exigences opérationnelles, actuelles et futures, des trois forces armées (Terre, Mer et Air).

MBDA est détenu par Airbus (37,5 %), BAE Systems (37,5 %) et Leonardo (25 %).

Source photo : mistral 3 - © MBDA

[Souveraineté Maritime : Le sous-marin nucléaire d'attaque Tourville rejoint les Forces de la Marine Nationale](#)

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Europe de l'Ouest
4 décembre 2024



Commentaire AASSDN : La livraison du 3^e sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) du

programme *Barracuda* de nouvelle génération renforce la souveraineté et la crédibilité de notre pays, tant la possession de ce type de bâtiment aux performances remarquables est aujourd'hui hautement stratégique.

Outre ses caractéristiques techniques étonnantes (autonomie, vitesse, discrétion, soutien technique réduit) et de la puissance de ses différents systèmes d'armes (de destruction de navires et de rétorsion contre des objectifs à terre), ce sous-marin dispose de capacités de recherche et recueil de renseignements très performants (sonars, optiques et humains). Il contribue ainsi grâce à son extrême discrétion et à ses capacités de destruction à la protection de notre immense zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km².

- **Le 16 novembre 2024, la Direction générale de l'armement (DGA) a réceptionné, à Brest, le *Tourville*, troisième des six sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) réalisés dans le cadre du programme Barracuda. Le sous-marin a aussitôt été transféré à la Marine nationale.**
- **Cette livraison intervient au terme de quatre mois d'essais en mer conduits par la DGA, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et l'équipage de la Marine nationale, ayant permis de confirmer la robustesse et les capacités du sous-marin.**
- **Conformément à la Loi de programmation militaire 2024-2030, la DGA poursuit le renouvellement de la flotte française de SNA maintenant engagé à mi-chemin. Les livraisons des trois SNA restants s'échelonnent jusqu'en 2030.**

La livraison du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) *Tourville* intervient à l'issue d'une campagne d'essais en mer de quatre mois ayant débuté le 12 juillet 2024 avec la première sortie à la mer du navire. Tout au long de cette phase, l'expertise unique des équipes étatiques et industrielles du programme Barracuda a été mise à contribution pour le suivi et la réalisation de l'ensemble des essais, sous le pilotage de la DGA et la conduite du navire par la Marine nationale. Menés avec succès, ces essais ont permis de vérifier de manière progressive les performances des équipements et des systèmes du sous-marin grâce au travail collaboratif d'une équipe d'experts associant marins, DGA, CEA, Naval Group et TechnicAtome.

Au cours de ses essais menés au large de Cherbourg, Brest et Lorient, le *Tourville* a été amené à réaliser :

- Une première plongée statique, c'est-à-dire une immersion sans mouvement propulsé, pour vérifier la pesée et la stabilité du sous-marin ;
- Des essais en surface et en plongée, destinés à vérifier la vitesse du sous-marin, et plus généralement l'ensemble de ses performances et de son comportement à différentes profondeurs d'immersion, ainsi que la sécurité et le fonctionnement des installations, y compris sa chaufferie nucléaire ;
- Des essais en plongée pour vérifier le bon fonctionnement de son système de combat, y compris sa capacité à mettre en œuvre ses armes et à communiquer.

La Marine nationale va désormais pouvoir débiter la phase d'essais opérationnels en vue de

l'admission au service actif du *Tourville* prévue en 2025. Ces essais opérationnels permettront de vérifier les performances militaires du navire dans des conditions d'emploi proches de celles des théâtres d'opérations.

Les six sous-marins commandés par la DGA dans le cadre du programme Barracuda renouvelleront d'ici à 2030 la composante des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) de la Marine nationale, constituée actuellement de SNA de type Rubis mis en service dans les années 1980. Les deux premiers SNA *Barracuda*, le *Suffren* et le *Duguay-Trouin*, ont été respectivement admis au service actif en juin 2022 et en avril 2024. Les trois autres sous-marins du programme Barracuda (*De Grasse*, *Rubis* et *Casabianca*) sont actuellement à différents stades de construction, et leurs livraisons s'échelonnent jusqu'à l'horizon 2030.

Comme leurs prédécesseurs, les SNA du programme Barracuda sont équipés d'une propulsion nucléaire qui leur confère un rayon d'action et une discrétion remarquables. Ils sont plus rapides, plus endurants et plus polyvalents que les SNA de la génération précédente avec leurs nouvelles capacités de mise en œuvre de forces spéciales et de frappe d'objectifs terrestres situés à plusieurs centaines de kilomètres, à l'aide du missile de croisière naval (MdCN). Ils représentent un bond technologique qui permet à la France de rester dans le club très restreint des nations qui mettent en œuvre des SNA modernes et performants.

Contacts médias :
Direction générale de l'armement

Source photo : [DGA](#)

[Les héros oubliés des réseaux clés de la Résistance en 1943](#)

Category: 1944 : Débarquements en France, Global
4 décembre 2024



En 1943 les grands réseaux de renseignements (SIS - *Secret Intelligence Service*, SOE, BCRA) créés et opérant depuis le début de l'occupation en France et en zone dite libre, c'est-à-dire entre 1940 et 1942 avaient subi et subissaient encore des pertes nombreuses et tragiques qu'ils continueraient d'ailleurs à connaître en 1944 et jusqu'à la fin de la guerre. Les services de l'Abwehr et surtout la Gestapo, malgré le courage des patriotes composant ces réseaux, arrêtaient, exécutaient ou déportaient de nombreux combattants de l'ombre qui étaient indispensables pour informer le grand état-major allié en Angleterre (SHAEF). Ces grands réseaux qui avaient pour noms *Ajax*, *Alliance*, *Brutus*, *Buckmaster*, *Cohors*, *Confrérie Notre Dame*, *Castille*, *F2*, *Marco Polo*, *Phratrie*, *Saint Jacques*, etc., risquaient d'être entièrement anéantis avant le « jour J » correspondant au débarquement des troupes alliées sur les côtes de Normandie, c'est-à-dire au moment où l'on aurait le plus besoin d'eux pour avoir des informations fiables le moment voulu.

Naissance du Plan Sussex :

C'est pourquoi dans l'optique de la préparation du débarquement en France, l'état major du général Eisenhower imagina en mars 1943 de créer un plan baptisé « *Plan Sussex* », visant à mettre en place, en parachutant des agents dans toutes les régions au nord de la Loire qui seraient de potentielles zones de combats, des équipes de deux officiers français en civil (un observateur et un radio) placés en des points stratégiques.

Ceux-ci devaient fournir en temps réel aux Alliés pendant et après le Débarquement, des informations cohérentes sur l'état moral et matériel de l'armée allemande, son ordre de bataille, ses mouvements de troupes et notamment ceux de ses divisions « *Panzer* », ses dépôts de matériels et de munitions, ses installations de rampes de lancement des bombes volantes V1

etc., afin que l'état-major puisse prendre les décisions opportunes et intervenir efficacement, notamment par des bombardements sur les convois, concentrations de troupes et de matériels.



Kenneth Cohen



Francis Pickens Miller



Gilbert Renault

Le Commander Kenneth Cohen du SIS (Grande Bretagne), le Colonel Francis Pickens Miller de l'OSS (USA) et le Colonel Gilbert Renault (alias Rémy) pour le BRCA (Bureau Central de Renseignements et d'Action) furent chargés de monter le Plan Sussex. Il y eu un autre projet similaire baptisé « Jedburgh » dédié à la coordination de l'action armée, sabotage et formation des maquis. Ces équipes étaient constituées d'équipes de 3 hommes parachutées en uniforme : un agent du pays recevant l'équipe, un Anglais et un Américain.

[...]

Dominique SOULIER

Fils de Sussex

Conservateur de la Collection Sussex

Article publié dans le bulletin de l'ASSDN

Septembre 2024

Pour lire la suite de l'article, [cliquez ICI](#)

[Video : Le serment de Koufra et l'épopée du général Leclerc](#)

Category: 1942-1945,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Actualités,Europe de l'Ouest
4 décembre 2024



Le **serment de Koufra** est un moment marquant de l'histoire de la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a été prononcé le **2 mars 1941** par le colonel **Philippe Leclerc de Hauteclocque** (plus tard connu sous le nom de maréchal Leclerc) après la prise de l'oasis de Koufra, dans le sud-est de la Libye, par les forces françaises libres. Ce fut l'un des moments clés de la reconquête du territoire français pendant la Seconde Guerre mondiale.

A l'occasion de l'anniversaire de la libération de Strasbourg, découvrez l'épisode 6 "Le serment de Koufra" produit par l'ASAF en coopération avec l'AASSDN.

Cet épisode est extrait de la série "Héroïques" réalisée par l'ASAF.

Visuel : Extrait du reportage "Le serment de Koufra"

[Energie : L'influence des fondations allemandes dans la guerre de l'information](#)

Category: 2020-2030,Actualités
4 décembre 2024



L'économie, c'est de l'énergie transformée. Ce ne sont pas aux industriels allemands qu'il faut le rappeler. L'explosion des prix de l'électricité depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine les a remis face au désastre de la destruction de leurs capacités nucléaires depuis la mise en place de l'*Energiewende* dans les années 1990. Dans ce processus suicidaire, Berlin s'en est pris à l'avantage comparatif français dans le secteur énergétique afin de promouvoir sa propre industrie des énergies renouvelables (ENR) et maintenir sa domination économique en Europe. L'Allemagne mène ainsi une guerre de l'information antinucléaire contre la France en s'appuyant sur ses réseaux influents dans les couloirs de Bruxelles et sur un attirail de fondations politiques au service de ses intérêts.

Commentaire AASSDN : Cet article retrace parfaitement le déroulement des actions menées par l'Allemagne contre les intérêts supérieurs français pendant plus de 25 ans. De nombreux responsables politiques français ont collaboré souvent pour des raisons politiciennes avec des organismes allemands dont l'objectif était d'affaiblir les capacités énergétiques et donc économiques de notre pays. La guerre notamment économique est un état permanent. Nos alliés, qui ne sont pas nos amis, chercheront toujours quand ils le pourront à nous affaiblir pour nous dominer. Il est donc urgent que nos dirigeants, mais aussi tous les Français prennent conscience de cette réalité aux conséquences graves et combattent vigoureusement ces actions souterraines menées contre nos intérêts fondamentaux non seulement par les grandes puissances (Etats-Unis et Chine) mais également au sein de l'UE.

Origines et développement de l'*Energiewende*

Dans la société allemande d'après-guerre traumatisée par les bombardements américains à

Nagasaki et Hiroshima, puis par la peur d'une guerre nucléaire généralisée entre les deux blocs lors de la crise des euromissiles en 1977, l'énergie nucléaire a rapidement suscité une aversion naturelle au sein de la population. C'est d'abord ce terreau réceptif qui a fait le succès des militants antinucléaires en Allemagne. Dès 1980, émerge l'idée d'une « transition énergétique » (*Energiewende*[\[2\]](#)) qui fixe pour horizon l'abandon progressif des énergies fossile et nucléaire au profit des ENR. Ce rêve trouve immédiatement un écho favorable dans le public allemand et des relais politiques dans le jeune parti écologiste *Die Grünen*, qui accède au pouvoir dans le cadre de la coalition noir-vert avec la *CDU* au début des années 1990. C'est alors que la promotion des ENR est devenue le fer de lance d'un discours idéologique puissant reposant sur la « bonne conscience » environnementale et l'ostracisation des défenseurs de l'énergie nucléaire[\[3\]](#).

Le tournant énergétique se situe en 1998 lors de la première coalition rouge-verte[\[4\]](#) dirigée par G. Schröder. Il propose deux lois faisant de l'*Energiewende* un agenda politique pour l'Allemagne. La première[\[5\]](#) renforce le soutien au développement de la filière des ENR (en garantissant des prix de vente supérieurs au prix du marché au détriment du consommateur) et la deuxième[\[6\]](#) programme un abandon du nucléaire échelonné dans le temps. Concrètement, les centrales nucléaires existantes étaient condamnées à la fermeture tandis que la construction de nouvelles centrales était interdite. Cette transition est à nouveau accélérée en 2011 dans la foulée de la catastrophe de Fukushima, lorsque Angela Merkel annonce la fermeture anticipée de la totalité des centrales allemandes à horizon 2022[\[7\]](#). En avril 2023, les trois derniers réacteurs nucléaires du pays sont finalement fermés[\[8\]](#). Le rêve vert des écologistes est devenu réalité.

L'Union européenne mise au pas

L'abandon précipité du nucléaire a exposé l'économie allemande aux aléas climatiques et aux incertitudes de l'intermittence des ENR. Pour réguler l'instabilité de sa production énergétique, l'Allemagne dépend de la coopération des pays voisins pour liquider sa surproduction en exportant ou pour compenser son déficit de production en important. Sa survie énergétique étant désormais en jeu, elle n'a pas hésité à mobiliser son influent réseau de lobbyistes à Bruxelles pour défendre ses intérêts et imposer son modèle énergétique[\[9\]](#).

Cette influence s'est traduite de trois manières[\[10\]](#). En 1996, la directive 96/92/CE vise à développer les débouchés allemands en favorisant les interconnexions des réseaux électriques européens dans le cadre du marché européen de l'électricité. En 2007, l'UE s'engage dans la libéralisation du marché européen de l'énergie et la directive 2009/28/EC, pour ne citer qu'elle, est reformulée sous la pression du lobbying allemand pour maintenir des tarifs de rachat avantageux aux producteurs d'ENR[\[11\]](#). Enfin, l'Allemagne a vampirisé les subventions de la Banque européenne d'investissement en excluant le nucléaire du label vert de la taxonomie (exclusion levée en 2022). En revanche, le gaz fossile - notamment russe -, essentiel à l'économie allemande pour remplacer le nucléaire, est quant à lui considéré comme une énergie de transition. En d'autres termes, n'est durable ou décarboné que ce qui assure la pérennité et l'hégémonie du modèle énergétique allemand.

Une bête à abattre : le nucléaire français

Il est clair que le lobbying allemand sur la taxonomie avait un bouc émissaire : la France et son

fleuron EDF[12]. La sortie du nucléaire ayant mécaniquement augmenté les prix de l'électricité outre-Rhin, le risque pour l'Allemagne était une perte intolérable de compétitivité pour son industrie alors qu'à sa frontière se vendait de l'électricité 2,5 fois moins chère. Henri Proglio, ancien PDG d'EDF, déclarait ainsi à l'Assemblée nationale : « *Comment voulez-vous que ce pays qui a fondé sa richesse, son efficacité, sa crédibilité sur son industrie accepte que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? Depuis trente ans, l'obsession allemande est la désintégration d'EDF ; ils ont réussi*[13] ! »

Dans un premier temps, EDF avait pourtant bien reçu la nouvelle de la libéralisation du marché européen. Il était théoriquement gagnant puisqu'il proposait les meilleurs tarifs du marché. Mais l'Allemagne, sous couvert de la commission bruxelloise, a eu tôt fait de pointer du doigt la position monopolistique d'EDF sur le marché français et d'exercer une pression constante pour qu'il se plie à ses exigences[14]. La docilité d'une naïveté impensable des gouvernements français pour s'y conformer s'est traduite par l'adoption de la loi NOME en 2010 et du dispositif ARENH qui en découle. Cette loi contraignait EDF à vendre chaque année un quart de sa production nucléaire à prix coûtant (42€/MWh) à ses « concurrents » qui n'existaient pas, c'est-à-dire des intermédiaires de la filière qui ne produisaient aucune énergie. EDF était riche, il fallait qu'elle donne sa rente nucléaire. C'était absurde, et la France l'a fait par dévotion à l'idée qu'elle se fait de l'Europe. En dix ans, le cours de l'action EDF a baissé de 80 % et l'entreprise a été ruinée[15]. L'Allemagne avait obtenu gain de cause.

L'arsenal de fondations allemandes dans la guerre de l'information

Dans cette entreprise de sabotage du nucléaire français, l'Allemagne s'appuie sur plusieurs fondations politiques au premier rang desquelles se trouvent *Heinrich Böll* et *Rosa Luxembourg*, financées par Berlin à hauteur de 500 millions d'euros par an[16].

C'est le cas de la fondation *Heinrich Böll* qui coordonne depuis 2016 des opérations d'influence contre le nucléaire français en finançant un large panel d'ONG-relais comme le Réseau Action Climat (qui regroupe 27 associations nationales telles Greenpeace France, WWF ou Sortir du nucléaire). En 2022, la fondation recevait 67 % de ses financements du gouvernement allemand et de l'UE et concentrait plus de 50 % de ses activités à l'étranger. En lien étroit avec le parti vert allemand, elle s'occupe essentiellement de produire et de financer du contenu et des rapports à diffuser dans la presse et les sphères politiques, octroyer des bourses pour la recherche universitaire écologique ou encore rencontrer les élites françaises et soutenir la création de partis politiques comme EELV. Or, les contenus qu'elle propose vouent systématiquement aux gémonies les déchets nucléaires, les risques nucléaires ou l'obstination de l'État français et d'EDF dans le nucléaire ; et n'hésitent pas à aller jusqu'à la désinformation en stipulant que l'énergie nucléaire est polluante et manque de fiabilité[17]. Et ne manquent jamais de vanter les mérites de l'*Energiewende* allemande ou de l'avenir des ENR.

La fondation *Rosa Luxembourg*, si elle n'a pas d'antenne en France, s'attaque aux intérêts énergétiques français à l'étranger à commencer par l'extraction d'uranium. Elle participe par exemple à la publication d'un *Atlas de l'uranium*[18] en 2022, financé par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement allemand, et qui dénonce le néocolonialisme de la France au Niger et les dangers sanitaires de l'exploitation du minerai par Orano (ex-Areva). Comment ne pas y voir la main de Berlin qui cherche à miner la filière nucléaire française, imposer cette idée fautive dans les esprits de l'Hexagone que le nucléaire

est néfaste pour l'environnement et soutenir sa propre industrie dans les ENR ?

Conclusion

Devant les ingérences allemandes contre l'indépendance énergétique française, un constat s'impose : les conflits d'intérêts et les antagonismes entre pays n'ont pas miraculeusement disparu en Europe après 1945. N'en déplaise à un certain pacifisme idéaliste, la géopolitique reste le terrain des rapports de force entre les États, même dans l'Union européenne. « *Les États n'ont pas d'amis* », disait le général de Gaulle. Pourtant, l'Élysée ne cesse de brandir la bannière de « *l'amitié franco-allemande* » tandis que la page *Wikipédia* de cette expression n'existe pas en allemand, mais seulement en français, en espéranto et en suédois...

Louis du BREIL

[Revue Conflits](#)

[14 novembre 2024](#)

[1] Énergies renouvelables.

[2] Du rapport de 1980 publié par l'Okö Institut, un institut de recherche sur l'environnement, qui s'intitule « *Energie-Wende : Growth and Prosperity Without Oil and Uranium* ».

[3] C'est dans ce contexte que le chancelier Helmut Kohl impose la loi de tarif de rachat de 1991 qui impose aux entreprises de distribution d'acheter de l'électricité issue des énergies renouvelables à un tarif supérieur aux prix de marché.

[4] Coalition entre les socio-démocrates du SPD et les verts de Die Grünen.

[5] Loi *Erneuerbare Energien Gesetz* (EEG), promulguée en avril 2000.

[6] Loi sur l'énergie atomique, entrée en vigueur en 2002.

[7] Frédéric Lemaître, « La conversion d'Angela Merkel en faveur d'une sortie du nucléaire », *Le Monde*, 1er avril 2011.

[8] Jens Thurau, « Germany shuts down its last nuclear power stations », *Deutsche Welle*, 14 avril 2023.

[9] Inga Margrete Ydersbond, « Multi-level lobbying in the EU: The case of the Renewables Directive and the German energy industry », Fridtjof Nansen Institute, octobre 2012.

[10] Rapport de l'EGE de mai 2021, « J'attaque ! Comment l'Allemagne tente d'affaiblir durablement la France sur la question de l'énergie ? »

[11] Margot de Kerpoisson, « Blitzkrieg énergétique : l'Allemagne en campagne contre le nucléaire français », *Conflits*, 1er mai 2022.

[12] Voir le rapport de l'EGE daté de juin 2023, « Ingérence des fondations politiques

allemandes & Sabotage de la filière nucléaire française ».

[13] Commission d'enquête du 13 décembre 2022.

[14] Tribune collective, Énergie : « Pour retrouver une électricité bon marché, il faut se défaire des exigences de Bruxelles », *Le Figaro*, 5 juin 2023.

[15] Charles Gave, « AREVA, ALSTOM, EDF, nous avons la meilleure fonction publique au monde », Institut des libertés, 30 janvier 2022.

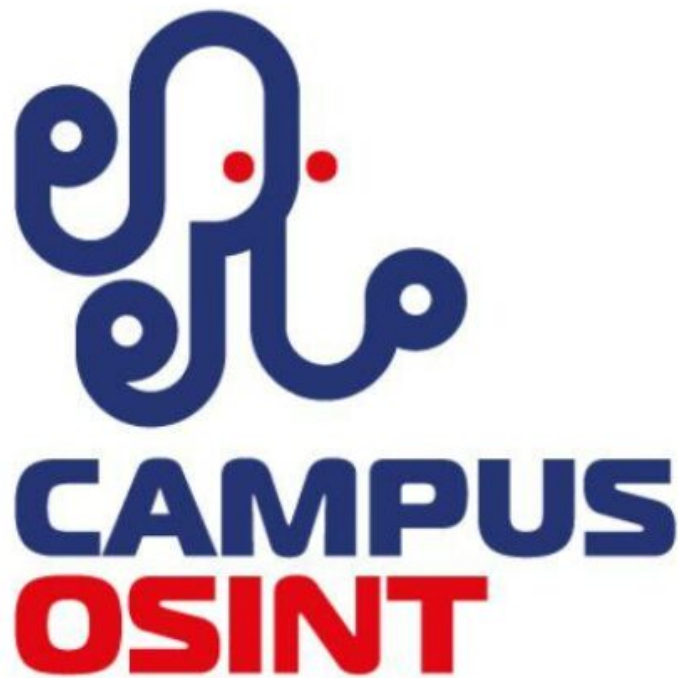
[16] Rapport de l'EGE, « Rapport d'alerte - Ingérence des fondations politiques allemandes et sabotage de la filière nucléaire française », 22 juin 2023.

[17] <https://www.greenpeace.fr/nucleaire-la-fable-de-la-fiabilite/>

[18] https://rosaluxna.org/wp-content/uploads/2022/01/Uranatlas2022_franzosisch.pdf

Lancement d'un challenge sur la sécurité économique au Campus OSINT

Category: 2020-2030,Actualités,Contre-espionnage,Europe de l'Ouest
4 décembre 2024



Ce challenge « Capture the flag » se déroule en deux étapes ; la première, virtuelle, du 14 au 17 novembre et la finale, à Angoulême, le 27 novembre. Ouvert à tout public, il

fait suite à l'inauguration du *Campus OSINT (open source intelligence)* par Emmanuel Chiva, Délégué général pour l'armement (DGA), le 15 octobre dernier. Ce challenge porte sur la sécurité économique des entreprises de la base industrielle et de défense (BITD) et permettra de valoriser les outils proposés par les partenaires du Campus (collecte passive et active, identification de vulnérabilités, analyse et visualisation de données, *frameworks* spécialisés...).

Commentaire AASSDN : Longtemps réservé aux Services de renseignement et aux militaires la pratique de l'OSINT a changé de dimension avec l'évolution des technologies numériques et l'arrivée de l'intelligence artificielle. Elle est devenue une composante essentielle dans la construction de la stratégie des entreprises performantes. Spécialiste de l'innovation et constatant que nous risquions de prendre du retard, Emmanuel Chiva, délégué général de l'Armement, s'en fait le promoteur pour ses Services mais aussi pour les industriels de la Défense.

Au-delà du fait que ce challenge marque le début des activités du Campus, il favorise la mise en synergie des différents acteurs et concepteurs de l'OSINT. Dans le même temps, l'emploi de ces nouveaux outils, méthodes de recherches et d'investigations sur Internet, en sources ouvertes, permettra de constituer un premier vivier d'utilisateurs ou « OSINTeurs », sensibilisés aux thématiques de la base industrielle et technologique de défense. Situé sur deux sites (Paris et Angoulême), le *Campus OSINT* a pour mission d'animer un écosystème constitué d'opérationnels du ministère des Armées et des Anciens Combattants, d'éditeurs de solutions et de logiciels, de chercheurs et d'universitaires ainsi que d'acteurs étatiques et privés.

Le lancement de la première manche du challenge « *Capture the flag* » s'est déroulé à Paris (Balard), le 14 novembre, en présence du directeur de l'industrie de défense, l'ingénieur général de l'armement (IGA) Alexandre Lahousse.

Lien vers le challenge en ligne : <https://objectif-eagle.ctfd.io/>

La finale se tiendra à Angoulême le 27 novembre ; elle sera suivie d'une cérémonie de remise des prix.

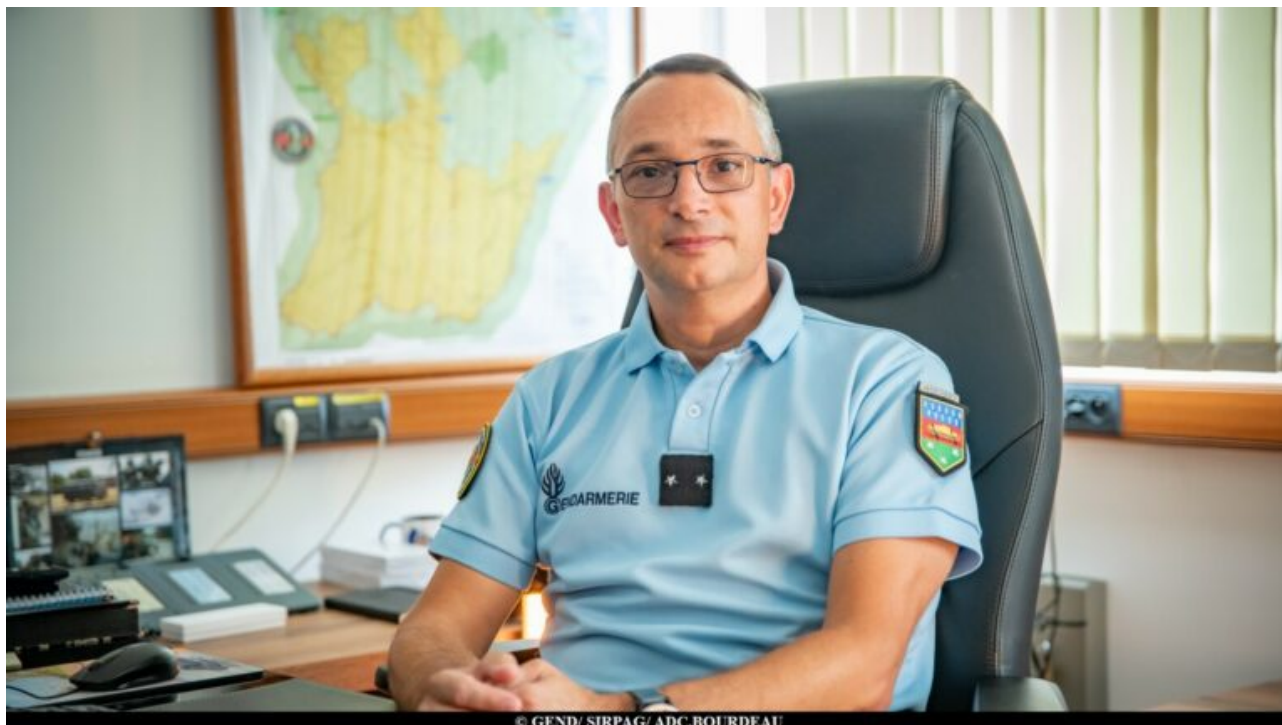
Direction générale de l'armement
Service de presse

Légende de la photo : Visuel Campus Osint
[Source de la photo : Ministère des Armées](#)

[Général Sintive : La Guyane est une terre](#)

d'enjeux immenses

Category: 2020-2030,Actualités,Outre-Mer
4 décembre 2024



Entretien avec le général Jean-Christophe Sintive, commandant la Gendarmerie de la Guyane-Française. Affecté à la tête de la Gendarmerie de la Guyane Française depuis le 1^{er} août 2022, le général Sintive décrit un territoire dont la beauté n'a d'égale que l'exigence de l'engagement des gendarmes qui y servent.

Commentaire AASSDN : Compte tenu de sa situation géographique proche de l'équateur, de ses ressources naturelles et de sa superficie importante (1/6^e de la Métropole), la Guyane est un atout pour la France. Mais la très forte immigration étrangère, les trafics et l'insécurité qui atteints des niveaux inconnus en Métropole sont de nature à transformer ce département d'Outre-mer à devenir un boulet pour notre pays, voire une proie pour ses voisins. Il est donc impératif et urgent de restaurer la sécurité et l'intégrité de ce territoire où opèrent de nombreux clandestins, souvent orpailleurs armés venus du Surinam et du Brésil. La Guyane doit constituer notamment avec Kourou, un pôle d'influence français en Amérique du Sud.

Avec ses 84 000 km², la superficie de la Guyane est comparable à 1/6^e de l'Hexagone, mais ne compte que 300 000 habitants. Seul outre-mer français à ne pas être une île, ce territoire partage plus de 500 kilomètres de frontière avec le Suriname et 700 kilomètres avec le Brésil (plus précisément avec l'État fédéré de l'Amapá), ce qui en fait ainsi la plus grande frontière terrestre de la France, au cœur de l'Amérique du Sud. La Guyane constitue ainsi une porte d'entrée vers l'Europe, qu'il s'agisse de flux licites ou illicites de personnes et de biens.

Recouvert à 94 % de forêt équatoriale, ce territoire présente une biodiversité exceptionnelle. Celle-ci est néanmoins menacée par la déforestation, par l'orpaillage illégal et la pêche illégale.

Terre de convoitises, la Guyane dispose de réserves aurifères et halieutiques importantes.

Passionné par ce territoire, le général Jean-Christophe Sintive s'engage quotidiennement aux côtés des gendarmes servant sous ses ordres. *« J'adore la Guyane. J'exerce un commandement hors du commun. La gendarmerie est la force qui compte sur ce territoire, elle y fait face à des enjeux immenses. »*

De ses débuts en Guyane jusqu'aux fonctions de Commandant de la gendarmerie de la Guyane Française

« Scientifique de formation, j'ai choisi la gendarmerie après ma scolarité à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. À l'issue de la formation à l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN, nouvellement Académie militaire de la gendarmerie nationale - AMGN), j'ai rejoint l'Escadron de gendarmerie mobile (EGM) 46/2 de Châtellerauld, d'abord en tant que commandant d'un peloton blindé, puis à la tête du peloton d'intervention. J'ai participé à plusieurs missions, mais la première s'est déroulée en Guyane, constituant ainsi un véritable marqueur de ma carrière. J'ai également été engagé au Kosovo. J'ai ensuite été affecté à l'École polytechnique en tant qu'instructeur, avant de devenir commandant de la compagnie de gendarmerie départementale de Béziers. Ce temps de commandement s'est révélé particulièrement formateur en raison de l'activité judiciaire soutenue et des nombreux événements d'ordre public. Après un temps à la Direction générale de la gendarmerie nationale et une année de scolarité à l'École de Guerre, j'ai eu l'opportunité d'occuper un poste nouvellement créé au sein de l'Inspection générale de l'administration (IGA), dans le cadre du rattachement de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur. Cette affectation m'a permis de disposer d'une compréhension des enjeux interministériels et d'obtenir des diplômes d'audit. Dans la continuité de ce poste, j'ai rejoint l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) afin de participer au développement de l'audit interne en gendarmerie. J'ai ensuite servi au sein du Bureau personnel officier, où j'ai pu appréhender les enjeux de l'Institution en matière de ressources humaines. De 2016 à 2019, j'ai commandé le Groupement de gendarmerie départementale de la Gironde, marqué par des enjeux périurbains et estivaux importants. À ce temps de commandement a succédé une nouvelle scolarité au sein du Centre des hautes études militaires (CHEM) et de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). Cette formation m'a permis d'approfondir ma compréhension de la décision interministérielle et des enjeux géopolitiques de la France. À l'issue, j'ai occupé le poste de conseiller sécurité intérieure et défense sécurité auprès du ministre des Armées. En 2022, j'ai été affecté comme Commandant de la gendarmerie de la Guyane Française (COMGEND-GF).

Ce poste est exactement celui que je souhaitais obtenir. Je suis revenu en Guyane 23 ans après y avoir servi. Il s'agit d'un territoire exceptionnel, au sein duquel la gendarmerie joue un rôle majeur. Elle agit en effet sur plus de 99 % de ce territoire et assure la sécurité de 80 % de la population. À cela s'ajoutent les spécificités liées à la Lutte contre l'orpaillage illégal (LCOI), qui est une opération qui n'existe nulle part ailleurs, et à la protection du Centre spatial Guyanais (CSG). Pour ces raisons, commander la gendarmerie de Guyane présente un intérêt particulier. »

L'état de la menace

« La Gendarmerie doit faire face à des enjeux de sécurité extrêmement importants. La Guyane

est confrontée à toutes les difficultés de l'Amérique du Sud et à des problématiques migratoires conséquentes. Les populations frontalières immigrent en Guyane en quête d'une vie meilleure. Le Produit intérieur brut (PIB) par habitant de ce territoire est deux fois supérieur à celui du Brésil et trois fois supérieur à celui du Suriname. La Guyane est marquée par un haut niveau de violence et par une circulation massive d'armes à feu. Les trafiquants de drogue utilisent la Guyane comme porte d'entrée vers l'Europe. Nous enregistrons 35 % des vols à main armée avec arme à feu et 20 % des tentatives d'homicide constatés par la gendarmerie sur le territoire national. Plusieurs phénomènes criminels sont aujourd'hui notables.

Depuis cinq ans, nous faisons face à l'arrivée de factions armées brésiliennes. Il s'agit de groupes criminels organisés qui ont commencé à se constituer dans les années 80 dans les prisons de ce pays. Ils cherchent désormais à s'étendre dans toute l'Amérique du Sud, voire à l'Europe via le Portugal mais aussi la France, en raison de la situation géographique de la Guyane. Les deux principales factions implantées en Guyane sont la FTA (Familia Terror do Amapá) et le Commando rouge. Ces organisations sont rivales, ce qui explique aussi les nombreux règlements de compte que nous constatons.

La Guyane est également victime de l'orpaillage illégal au cœur de la forêt équatoriale. On estime que 5 tonnes d'or ont été extraites illégalement en 2023. Cette année-là, nous avons saisi 61 millions d'euros d'avoirs criminels liés à l'orpaillage illégal. Actuellement, nous avons déjà atteint 76 millions de saisies et destructions. Ces résultats montrent que nous sommes présents et réactifs, mais cela ne suffit pas pour endiguer l'orpaillage illégal, dont la croissance est largement corrélée à l'augmentation du prix de l'or. Les moyens que nous engageons pour lutter contre ce phénomène doivent être proportionnels, pérennes et renouvelés. L'enjeu est de tenir la forêt équatoriale pour éviter qu'elle ne soit dévastée par des délinquants qui n'ont aucune conscience environnementale.

Le CSG constitue également un véritable enjeu de sécurité. La gendarmerie est chargée de la protection du site dans le cadre d'une convention conclue avec le Centre national d'études spatiales (CNES). Une partie des effectifs dédiés est financée par cette agence. À la suite du lancement réussi d'Ariane 6, l'activité du site va s'intensifier dans les prochaines années. L'ambition commune du CNES et de l'Agence spatiale européenne est de pouvoir réaliser jusqu'à trois lancements par mois. La gendarmerie devra s'adapter à cette accélération et monter en puissance.

Nous sommes également confrontés au défi de l'accroissement démographique. La population augmente de 3 % par an et même de 5 % par an dans certaines communes du territoire. La gendarmerie doit être en mesure de suivre cette évolution en adaptant son dispositif territorial. Le plan de création de 239 brigades lancé par le président de la République prévoit l'implantation de quatre nouvelles unités en Guyane. La première d'entre elles, la brigade fluviale de gendarmerie de Saint-Laurent-du-Maroni, a été inaugurée en avril 2024 et est aujourd'hui pleinement opérationnelle. »

Un engagement exigeant

« La gendarmerie a pris en compte le phénomène des factions. En raison de la difficulté à conduire les investigations les concernant, la Section de recherches (S.R.) de Cayenne a été

réorganisée. Ses effectifs ont également été augmentés. Alors qu'elle ne comptait que deux divisions en début d'année (une division consacrée aux crimes commis en forêt équatoriale et une division dédiée à ceux commis sur le littoral, c'est-à-dire dans les zones habitées), elle est désormais structurée en quatre divisions (criminalité organisée, criminalité sérielle et complexe, criminalité économique et financière et LCOI). À celles-ci s'ajoute un Groupe appui renseignement (GAR). La division criminalité organisée est spécifiquement chargée de la lutte contre les factions. De nombreuses opérations judiciaires visant les factions ont d'ores et déjà été réalisées afin d'entraver leur développement. Ce travail commence à porter ses fruits.

La LCOI a été organisée autour de l'opération *Harpie*. Il s'agit d'un dispositif comprenant à la fois un contrôle de zone dans la profondeur, des actions aéroportées d'opportunité et des points de contrôle terrestres et fluviaux en forêt et sur le littoral, afin d'endiguer les flux logistiques. Deux Escadrons de gendarmerie mobile (EGM) sont normalement consacrés à cette mission en plus des unités de gendarmerie départementale de Guyane, de la [Brigade fluviale et nautique de Matoury](#), de la Section de recherches (S.R.) de Cayenne, de la [Section aérienne gendarmerie \(SAG\)](#) et de l'[Antenne du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale \(A-GIGN\)](#). Cette opération est coordonnée par le [Centre de conduite des opérations \(CCO\)](#). Rattaché au COMGEND-GF, cet état-major dédié à la LCOI est chargé de planifier, d'organiser et de conduire les opérations menées dans ce domaine, en lien avec les Forces armées en Guyane (FAG). Innovant en permanence, la gendarmerie de Guyane a fusionné son J2 CCO (renseignement) avec celui de l'État-major interarmées des FAG, afin de poursuivre l'amélioration du ciblage des opérations.

Notre action sur le terrain s'est toutefois amoindrie ces derniers mois en raison de l'engagement des EGM sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, ainsi qu'en réponse aux crises survenues en Nouvelle-Calédonie et en Martinique. Nous avons tout mis en œuvre pour compenser la diminution du nombre de gendarmes mobiles par un renforcement de l'activité des gendarmes départementaux et leur déploiement en forêt. Cette manœuvre a également permis de former largement les gendarmes départementaux sur une mission fondamentale pour la Guyane. Cet investissement estival multiplie aujourd'hui nos capacités opérationnelles en la matière. »

La coopération au cœur de l'efficacité opérationnelle

« Nous travaillons étroitement avec les FAG, tant dans le cadre de la LCOI, qu'au CSG. Nos actions et nos moyens sont complémentaires. Nous coopérons également avec de nombreux services étatiques, et notamment avec la police nationale, à Cayenne, à Saint-Laurent du Maroni, à Saint-Georges ou encore à l'aéroport. Le Parc amazonien de Guyane (PAG), l'Office français de la biodiversité (OFB) et l'Office national des forêts constituent également des partenaires quotidiens dans nos missions de protection de l'environnement.

On ne pourrait pas être efficaces si on ne développait pas des relations privilégiées avec les partenaires internationaux. Nous avons renforcé notre coopération avec la Korps Politie Suriname (KPS), en mettant en place des [patrouilles conjointes des deux côtés du Maroni](#), ainsi qu'avec les polices du Brésil, notamment la police fédérale et les polices de l'État de l'Amapá. L'interpellation très récente par la KPS à Paramaribo, d'une équipe de cinq malfaiteurs chevronnés qui avait fui la Guyane et leur remise immédiate à la gendarmerie constituent la démonstration que nous sommes sur la bonne voie.

Structure prévue par une loi française et brésilienne, le Centre de coopération policière (CCP) de Saint-Georges facilite et fluidifie l'échange d'informations judiciaires et policières. »

Une gendarmerie de proximité

« Il est important que la gendarmerie soit un acteur reconnu de la sécurité des Guyanais. Elle doit être appréciée pour son contact, sa proximité et son intégration dans la vie guyanaise. À cette fin, nous avons développé des missions de Police de sécurité du quotidien (PSQ) permettant de nous rendre dans les villages isolés habités par les populations autochtones. Ce dispositif nous permet de mieux les comprendre et de rencontrer des gens qui ne sont pas en mesure de venir jusqu'à nous.

La proximité passe également par un recrutement local. Depuis deux ans, j'ai développé cet objectif au sein de la réserve et des gendarmes adjoints volontaires, grâce notamment à la montée en puissance du centre régional d'instruction. Nous en constatons les premiers résultats avec une augmentation de notre attractivité. À cette fin, nous avons signé un partenariat avec le Régiment du service militaire adapté (RSMA). »

Des gendarmes passionnés

« La Gendarmerie de Guyane peut vraiment compter sur le dynamisme de ses gendarmes. Ils remplissent des missions passionnantes qui ont du sens. La population apprécie leur action. Ses attentes envers eux sont fortes. Les gendarmes qui travaillent ici sont véritablement passionnés. Ils sont confrontés à un engagement majeur, probablement l'un des plus exigeants de leur carrière, mais celui-ci est particulièrement galvanisant.

Dans le même temps, la Guyane est une terre accueillante. La population est avenante et les gendarmes ont développé une véritable solidarité entre eux, ce qui les aide à se sentir bien dans leur vie professionnelle comme personnelle.

Ils ont la chance de servir sur un territoire d'une beauté extraordinaire. La forêt équatoriale présente une biodiversité incroyable. C'est un émerveillement quotidien, tant pour les gendarmes que pour leurs familles. »

Des enjeux d'avenir

« Les enjeux sont énormes et les possibilités le sont tout autant. La Guyane est une terre d'innovation. Nous avons déployé la *Starlink* sur le territoire. Au regard des résultats satisfaisants de ce système, nous l'avons expérimenté sur un véhicule pendant le Relais de la Flamme Olympique. Ce premier véhicule équipé du système *Starlink* permet de procéder à des contrôles en mobilité sur tous les axes du territoire, ce qui n'était pas le cas avant. De nombreuses initiatives sont menées, ce qui est pour moi, comme pour les gendarmes, une véritable source de satisfaction.

Capitaine Tristan MAYSOUNAVE

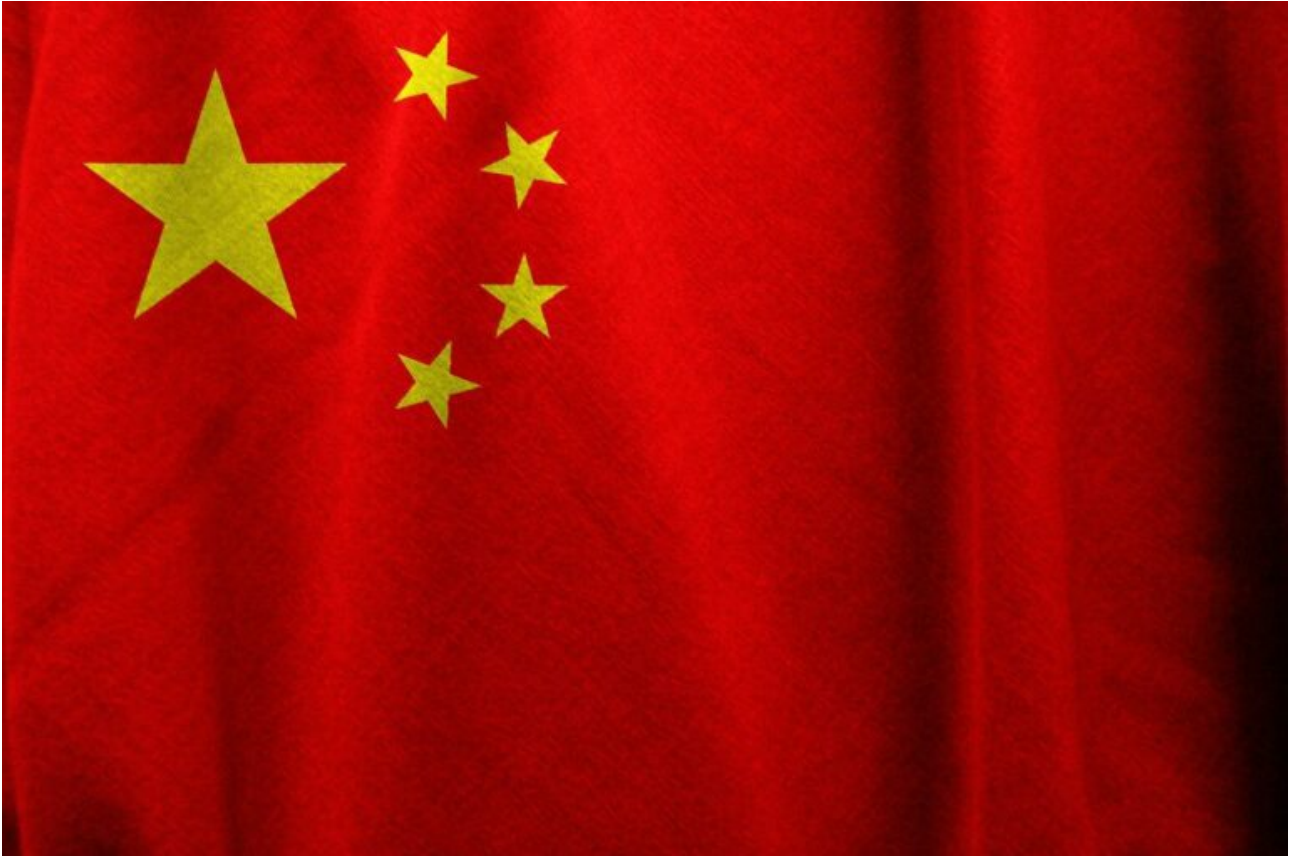
Article publié sur le site [Gendinfo](#)

07 novembre 2024

Crédit photo : © GEND/ SIRPAG/ ADC.BOURDEAU

Espionnage chinois : Les universités françaises menacées

Category: 2020-2030,Actualités,Contre-espionnage,Renseignement
4 décembre 2024



L'espionnage économique chinois ne se limite pas aux secteurs industriels et technologiques ; il cible aussi la recherche et l'innovation dans le milieu universitaire. C'est le cas en France, où les institutions académiques sont particulièrement vulnérables.

Commentaire AASSDN : La volonté de développement accéléré de la Chine dans la plupart des domaines d'activités l'amène à pratiquer l'espionnage pour compléter leurs niveaux de recherches. Depuis longtemps nous savons que les étudiants chinois sont un vecteur de cette politique en France et ailleurs mais trop de gens ne veulent pas y croire alors que les preuves s'accumulent. Il faut se réjouir de cette nouvelle alerte en espérant qu'elle sera plus suivie que les précédentes.

L'espionnage chinois dépasse largement le domaine militaire. Il s'étend aussi à la recherche et à l'innovation, en particulier au sein du milieu universitaire. Les secteurs à double intérêt stratégique, civil et militaire, figurent parmi les cibles principales. En Europe, la France n'est pas épargnée. Ses universités et institutions prestigieuses, qu'elles soient scientifiques,

technologiques ou administratives, sont de plus en plus menacées.

Présence chinoise dans les universités : une menace protéiforme

Un [rapport d'information du Sénat](#), rédigé à l'initiative du sénateur André Gattolin, fait état des risques que connaît la France. Ce document décrit les stratégies d'influence déployées par des puissances extra-européennes, notamment la Chine, dans le secteur universitaire français et alerte sur le caractère offensif de ces pratiques. La menace, qualifiée de « protéiforme », révèle l'ampleur des moyens engagés par la Chine pour influencer et infiltrer la recherche et l'innovation en France.

Pour acquérir des données scientifiques ou technologiques, Pékin passe notamment par des partenariats académiques afin de faciliter le transfert de savoirs scientifiques et technologiques. La multiplication de ces collaborations entre universités françaises et chinoises suscite de réelles inquiétudes, surtout en raison des liens étroits que certaines de ces institutions maintiennent avec de puissants conglomérats chinois, souvent connectés directement au pouvoir central de Pékin.

Les programmes d'échange accueillant des étudiants chinois constituent également un levier d'influence. Ces étudiants, parfois à leur insu, peuvent devenir des sources d'information. La culture du renseignement en Chine joue ici un rôle clé. Comme l'a souligné l'ancien directeur de la Direction générale de la sécurité extérieure, Bernard Emié : « [il est évident que les étudiants chinois présents dans nos grandes écoles rapportent à leur pays ce qu'ils y font et ce qu'il s'y dit.](#) »

Les universités françaises, cibles privilégiées

Le premier événement marquant remonte à 2005 [avec l'affaire Valéo](#). Une étudiante chinoise du nom de Li-li Wang, alors en stage à l'usine Valéo de Guyancourt dans le cadre de ses études à l'Université de technologie de Compiègne, est accusée de [vol de données sensibles](#). En avril, l'équipementier dépose plainte contre elle pour détournement de données informatiques. Lors des perquisitions à son domicile, des documents confidentiels relatifs à de futurs modèles de l'entreprise sont découverts, ainsi qu'un grand nombre de messages codés échangés avec des contacts en Chine. Le tribunal la condamne pour « abus de confiance » mais la libère après 53 jours de détention.

L'influence de la Chine au sein du milieu universitaire français s'est intensifiée avec les années, et ce notamment à travers des partenariats. En 2007, [un accord de reconnaissance des diplômes](#) est signé entre la Chine et la France. La même année, la doctorante chinoise Wu Xuan est accusée d'avoir dérobé des informations sensibles dans plusieurs [laboratoires de recherche de l'est de la France](#).

Un autre exemple concerne le pôle *ParisTech*, qui a mis en place [un programme d'échange avec une université chinoise](#) proche de l'Armée populaire de libération. Lors de ce celui-ci, les systèmes informatiques ont été compromis par l'ordinateur d'un étudiant chinois. Le projet *ISblue*, un centre de recherche océanographique fondé en 2019 à Brest en partenariat avec le CNRS et le *China Scholarship Council*, a connu un problème similaire. En effet, le *China Scholarship Council* finançait des doctorants [en échange de rapports réguliers remis à l'ambassade de Chine sur leurs travaux](#).

Antoine Izambard, dans son ouvrage *France-Chine Les liaisons dangereuses*, cite d'autres exemples. Il évoque notamment le nombre significatif de [mariages entre des étudiantes chinoises et des militaires français dans la région de Brest](#), où se trouvent plusieurs installations militaires et industrielles stratégiques.

Une réponse française en demi-teinte

La prise de conscience par l'État de cet enjeu a conduit à des avancées significatives dans le milieu universitaire français. Les autorités françaises traitent désormais ce sujet au plus haut niveau. En 2021, le Quai d'Orsay et le Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale élaborent [un plan Chine pour limiter l'ingérence](#) chinoise à l'échelle nationale. Cette même année, le Service de l'information stratégique et de la sécurité économique intervient pour empêcher un accord entre l'université Paris-Saclay et l'entreprise publique chinoise *TusHolding*. L'entreprise est en effet liée à l'université *Tsinghua*, connue pour former les cadres du Parti communiste chinois, dont Xi Jinping.

D'autres services de l'État ont également renforcé leurs efforts. C'est le cas de la [Direction générale de la sécurité intérieure](#), spécialisée dans la protection du patrimoine matériel et immatériel, et de la [Direction du renseignement et de la sécurité de défense](#), qui se concentre sur les technologies civilo-militaires développées dans les universités.

Ces services s'efforcent de sensibiliser les acteurs universitaires, bien que les résultats restent pour le moment mitigés. Le rapport d'André Gattolin montre en effet que la naïveté du monde universitaire constitue une faiblesse dans le dispositif français. Le document pointe également un manque de moyens, de réactivité, d'adaptation et de coordination entre les organes de l'État. Cette vulnérabilité est d'autant plus préoccupante que les manœuvres chinoises dans les universités deviennent de plus en plus agressives. Les actions de l'[Académie des sciences sociales de Chine au CNRS](#) et l'[infiltration de Huawei dans les écoles d'ingénieurs français](#) sont des exemples parmi tant d'autres.

[Louis QUINET](#)

[Article publié sur le site "Portail de l'IE"](#)

07 novembre 2024